



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 02/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PAVAFRANCE SAS**

Route Jean Charles Pellerin  
88190 Golbey

Références : S-23-648RP

Code AIOT : 0006209121

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2023 dans l'établissement PAVAFRANCE SAS implanté Route Jean Charles Pellerin 88190 Golbey. L'inspection a été annoncée le 08/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAVAFRANCE SAS
- Route Jean Charles Pellerin 88190 Golbey
- Code AIOT : 0006209121
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAVAFRANCE est une usine de fabrication de panneaux d'isolant à partir de fibres de bois. Son activité est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 233/2012 du 29 février 2012 modifié.

La société PAVAFRANCE a repris en 2020 l'entrepôt EURORAIL exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 1588/2006 du 27 juin 2006.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Entrepôt ex-Eurorail : protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entrepôt Eurorail : Moyen de lutte contre un incendie	Arrêté Préfectoral du 27/06/2006, article 7.7.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Entrepôt Ex-eurorail : situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/06/2006, article 1.2.1	/	Sans objet
4	bassin de confinement des eaux extinctions (Ex-eurorail et Pavafrance)	Arrêté Préfectoral du 29/02/2012, article 7.7.7	/	Sans objet
5	Site PAVAFRANCE : rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 30/10/2020, article 6 et 7	/	Sans objet
6	Eaux pluviales	AP Complémentaire du 30/10/2020, article 9	/	Sans objet
7	Suite visite du 10 août 2017	Autre du 10/08/2017	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il revient à la société PAVAFRANCE de faire le point sur la situation administrative de la société EURORAIL et de se positionner au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts. Le service de l'inspection a pris note que cette demande a été prise en compte et que les éléments seront transmis prochainement lors du dépôt du dossier de demande de modification des conditions d'exploitation de la société PAVAFRANCE.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Entrepôt Ex-eurorail : situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2006, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, situation entrepôt ex-eurorail
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société est soumise à autorisation pour les activités de stockage relevant des rubriques 1510 et 2663 de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> Dans l'entrepôt, on retrouve principalement du papier : bobines de papier, papier toilette... des ferrailles utilisées pour la fabrication des pneumatiques et des fibres de matières premières utilisées pour la fabrication d'isolants par PAVAFRANCE. L'entrepôt est soumis à enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées. Il n'y a pas de stockage de pneumatiques ou de matériaux classables sous la rubrique 2663 de la nomenclature des installations. Il revient à l'exploitant de faire le point sur la situation administrative de l'établissement compte tenu des évolutions de la nomenclature des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

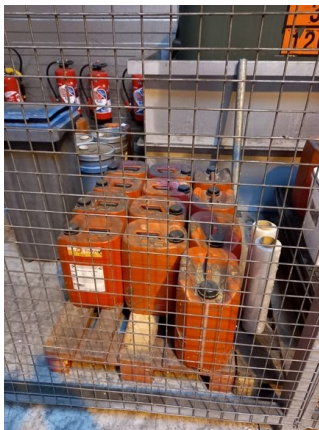
#### N° 2 : Entrepôt Eurorail : Moyen de lutte contre un incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2006, article 7.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyen de lutte contre un incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. Ces moyens doivent être notamment composés : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'établissement et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li><li>• des robinets d'incendie armés, répartis dans l'établissement et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte que tout foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel ;</li></ul>

- un réseau constitué au minimum de 3 poteaux ou bouches incendie normalisés d'un diamètre minimum de 150 mm dont l'une est distante de moins de 20 mètres des bâtiments ;
- d'une installation d'extinction automatique d'incendie installée, dans la cellule n° 1, conformément aux éléments du dossier de demande d'autorisation. Les systèmes d'extinction automatique d'incendie doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur ;
- une réserve d'eau d'incendie d'un volume minimum de 720 m3 destinée à l'alimentation des poteaux et bouches incendie ;
- une réserve d'eau d'un volume minimum de 1.200 m3 destinée à l'alimentation du système d'extinction automatique et du réseau RIA.

**Constats :** L'établissement dispose d'extincteurs et de bouches d'incendie répartis dans l'entrepôt. Les extincteurs ont été vérifiés le 18 juillet 2022. C'est la société PAVAFRANCE qui s'occupe des vérifications régulières des moyens d'extinction.

Tous les extincteurs ne sont pas facilement accessibles : les stocks de matières limitent l'accès. Il convient à l'exploitant de dégager les zones autour des extincteurs et des moyens de lutte contre l'incendie afin d'en faciliter l'accès.



Les extincteurs présents dans la zone de stockage des huiles et carburant ne sont pas accessibles en cas d'incendie dans la zone, comme le montre la photo ci-dessous :

**Il convient de déplacer ces extincteurs et de les installer de manière à être accessibles en cas de départ de feu dans la zone de stockage des carburants.**

L'entrepôt est en partie muni de sprinklers. L'objectif de la société PAVAFRANCE est d'étendre le sprinklage sur l'ensemble de l'entrepôt. La zone de de Cross dock n'étant pas sprinklée à ce jour.

Toutes les semaines la société PAVAFRANCE test le fonctionnement du spinklage sur l'ensemble de l'usine PAVAFRANCE et de l'entrepôt ex-Eurorail.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Entrépôt ex-Eurorail : protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 04 octobre 2010 susvisé, a savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• article 18 : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</li> </ul> <p>« L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. »</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 19 : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</li> </ul> <p>« Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne ».</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 21 : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</li> </ul> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 22 : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Aucune protection contre la foudre n'est installée sur le site. L'exploitant ne dispose pas non plus d'étude indiquant qu'il n'est pas nécessaire d'implanter de parafoudre sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

#### N° 4 : bassin de confinement des eaux extinctions (Ex-eurorail et Pavafrance)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/02/2012, article 7.7.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, bassin de confinement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordés à un bassin de confinement d'une capacité de 4 000 m3.
<b>Constats :</b> L'entrepôt Eurorail et la société PAVAFRANCE ont un bassin de confinement commun. Il est pratiquement vide et d'un volume d'environ 4 000 m3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Site PAVAFRANCE : Rejet atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/10/2020, article 6 et 7					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejet atmosphérique					
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet					
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des rejets atmosphériques ne doit pas dépasser les valeurs limites décrites dans le tableau ci-dessous :					
Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Séchoir	Conformation et mise en presse		Cyclone encollage	Filtre de dépoussiérage
		1	2		
Poussières	10	5	5	5	5
COVNM	35	35	35	35	/
Somme massique Formaldéhyde Acétaldéhyde Triéthylamine (COV Annexe III - AM 02/02/98)	13	2	2	2	/

Flux en kg/h	Séchoir	Conformation et mise en presse		Cyclone encollage	Filtre de dépoussiérage
		1	2		
Poussières	1,6	0,3	0,3	0,05	0,5
COVNM	5,6	2,1	2,1	0,3	/
Somme massique Formaldéhyde Acétaldéhyde Triéthylamine (COV Annexe III - AM 02/02/98)	2,1	0,2	0,2	0,02	/

L'exploitant fait réaliser tous les 6 mois une campagne de mesures par un organisme extérieur.

**Constats :** Deux campagnes de mesures sont réalisées par un organisme extérieur. Ces campagnes de mesures montrent que l'exploitant respecte les valeurs limites de rejet fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sauf pour les COV lors de la campagne du 1er semestre 2022.

La concentration en COV mesurée est de 45,3 mg/Nm<sup>3</sup> (VLE = 35 mg/Nm<sup>3</sup>) et le flux mesuré est de 7,47 kg/h (VLE = 5,5 kg/h).

L'exploitant a vérifié l'ensemble des paramètres de l'installation. Aucune dérive de l'installation n'a été constatée. L'exploitant suppose que cette dérive provient de l'essence du bois utilisée lors des mesures (les bois rouges sont plus émetteurs de COV).

Des dépassements des valeurs limites de rejet en COV ont déjà été constatés sur le site. La société PAVAFRANCE avait mené une étude en 2017 sur les rejets en COV des différentes essences de bois. L'étude a démontré que certaines essences de bois sont plus émettrices de COV.

Il incombe à la société PAVAFRANCE de faire attention au mélange des différentes essences de bois utilisées afin de respecter les valeurs limites de rejets en tout temps.

| **Type de suites proposées :** Sans suite | | | | | |
| **Proposition de suites :** Sans objet | | | | | |



## N° 6 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/10/2020, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejet en MES
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'arrêté préfectoral complémentaire prescrit une valeur limite de rejet des matières en suspension de 40 mg/l pour le rejet des eaux pluviales.
<b>Constats :</b> Des dépassements de la valeur limite sont régulièrement constatés depuis la mise en place du parc à bois. L'exploitant indique que respecter les 40 mg/l de rejet en MES est difficile. La MTD du secteur prévoit une valeur limite de 40 mg/l pour un rejet direct dans le milieu naturel. La société PAVAFRANCE rejette ses eaux dans la station d'épuration de la société NSG. (La convention entre les deux parties prévoit un rejet en MES en sortie de PAVAFRANCE à 100 mg/l). Il revient à l'exploitant de déposer un dossier de demande de modification. Un dossier de demande de modification est en cours de rédaction (phase finale de relecture). Il sera prochainement transmis à Madame la Préfète des Vosges.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Suite visite du 10 août 2017

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 10/08/2017
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, suite action régionale de 2017 : stockage et travail du bois
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'inspection du 10 août 2017 a porté sur les installations de travail du bois et de stockage du bois, avec une attention particulière sur les stockages de produits susceptibles de dégager des poussières inflammables (silos).</p> <p>Elle s'est attachée à contrôler le respect des dispositions de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 233/2012 du 29/02/2012 ;</li><li>• l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation (Section III – Dispositions relatives à la protection contre la foudre).</li></ul> <p>Lors de cette inspection, le service de l'inspection a émis plusieurs remarques.</p>
<b>Constats :</b> La société PAVAFRANCE a répondu à l'ensemble des remarques formulées dans le rapport de visite du 10 août 2017 et mis en place les actions correctrices nécessaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet